

VRAI-FAUX

On parle beaucoup du triste sort des harengs, mais harengs ou morues ne sont guère mieux lotis.

Ces espèces, elles aussi, sont en danger. Au point qu'en Europe leur capture est plus libre. Les harengs et les morues ne seront bientôt plus assez nombreux pour faire vivre les marais-pêcheurs, au moins dans les zones où ils intensifient drôlement les pêcheries.

Ils se raréfient sous toutes les latitudes, dans toutes les grandes zones de frai — appelées « stocks » par les professionnels — la situation est assez critique pour le stock de mer du Nord et celui de la Baltique, où les pollutions diverses s'ajoutent à la surexploitation des bancs.

Il estimer très faiblement la vigueur du stock, les chercheurs effectuent un « bandage » des pêches débarquées aux ports. Les instituts européens évaluent ainsi l'âge, le poids des poissons. On peut alors procéder à l'analyse de la population virtuelle de l'espèce. On obtient l'estimation de la population de poissons, appelée « biomasse totale », et le nombre de poissons producteurs disponibles, appelés « biomasse féconde ».

En 1980, la biomasse totale de morue en mer du Nord était de 880 000 tonnes. En 1990, elle ne représentait plus que 370 000 tonnes.

En 1982, la biomasse des géniteurs était de 100 000 tonnes. En 1990, elle avait chuté à 76 000 tonnes. Faudra-t-il, dans cette mer, procéder à une interdiction de pêche à la morue comme c'est le cas pour le maquereau — qui a quasiment disparu de cette zone ? Ce type de mesure a prouvé son efficacité : en 1974, la biomasse totale de hareng « pesait » 2 millions de tonnes. En 1976, elle ne représentait plus que 500 000 tonnes. La CEE interdisait alors la pêche pour quatre ans. En 1982, cette biomasse était revenue à 1,5 million de tonnes. Aujourd'hui, pour le hareng comme pour la morue, la pêche est encadrée par des règlements européens : quotas par pays, augmentation de la taille des filets.

Le hareng vient de trouver des défendeurs inattendus : les pays africains, il leur a permis de perdre l'interdiction de la pêche aux éléphants, demandant leur retour — pour empêcher les pays du Nord — l'interdiction mondiale de la pêche au hareng.

CODE D'ALERTE

Après les nitrates, le pyréthène

La Seine est l'un des fleuves les plus pollués du monde par les PCB (polychlorobiphényles, plus connus sous le nom de pyréthène). En 1980, la concentration moyenne était de 100 nanogrammes (millardième de gramme, ng) par litre ; en 1988, de 130 ng ; en 1991, on a relevé 2600 ng à Paris, durant une vague. L'Organisation mondiale de la santé estime qu'au-delà de 100 ng, un cours d'eau est très contaminé. Les traitements destinés à rendre l'eau potable ne sont pas efficaces contre les PCB. Heureusement, leur effet est négligeable sur la santé humaine. Les poissons, par contre, ne s'en relèvent pas.

Y A-T-IL UNE VIE APRES TCHERNOBYL ?



Un lincoeur en béton, une carapace d'acier isolent le « bloc n°4 », vieux bâtiment rompu par l'explosion, écailles sombres sur un rectangle clair. Sous cette armure construite à la hâte palpite toujours le cœur du réacteur. Détruit, mais pas éteint. Depuis la catastrophe réputée impossible du 26 avril 1986.

Six ans ont passé, Tchernobyl, région sinistrée, coupée du monde par un réseau serré de barbelés, est constamment sillonné par les patrouilles de l'armée. Nuit et jour, des tombereaux d'eau sont déversés sur le sol, pour empêcher l'envol de particules radioactives. Dans le « sarcophage » du réacteur n°4, plus de dix tonnes de poussières radioactives se sont accumulées et on craint la chute d'une énorme dalle, qui pourrait provoquer un nouveau drame. Il va falloir construire un deuxième sarcophage. Deux entreprises françaises, Bouygues et Framatome, sont sur les rangs.

Mais c'est autre chose qui angoisse les 4500 travailleurs de la centrale : la décision prise la semaine dernière par le parlement ukrainien d'arrêter l'exploitation d'ici 1993. Déjà, les réacteurs 1 et 3 ont été déconnectés « pour réparation ». Ils ne repartiront plus. Les réacteurs 5 et 6 n'ont jamais été achevés. Quant au n°2, il est hors service depuis un incendie, en octobre 1991. Ici, on ne veut pas quitter « la zone » : « La paye est jusqu'à cinq fois supérieure au reste du pays. On gagne de dix à treize années de retraite. Les conditions de vie sont meilleures. L'approvisionnement en nourriture, le climat sont excellents. Certains ont fait plus de 1000 kilomètres pour venir s'installer ici », explique Sergueï Pavlovski, député de Slavoutchi, la ville où habitent la plupart des 20000 employés de la zone et qui abrite la plus forte concentration de techniciens de l'énergie atomique dans l'ex-URSS.

Pripiat, 8 kilomètres de la centrale. Pripiat, ville morte : 49000 habitants expulsés après la catastrophe. Depuis, il règne dans les rues vides une lourde ambiance de science-fiction. Portes de magasins battantes, trottoirs à l'abandon, plaques de macadam soulevées par l'herbe folle, immeubles délabrés, fenêtres claquant au vent. Des étoiles rouges, des faucilles et des marteaux, les calicots préparés pour la fête du 1^{er} Mai ornent encore les avenues. Des haut-parleurs fixés aux lampadaires diffusent de la musique.

C'est là que se sont installés les « liquidateurs » du groupe Atome spécial, qui y entposent leurs robots de décontamination. Ainsi que des scientifiques : sous des serres immenses, construites après la catastrophe, ils étudient les plantes irradiées. Arrr

26 avril 1986 : explosion au cœur de la centrale nucléaire ukrainienne. Six ans plus tard, retour sur les lieux, du réacteur n°4 aux banlieues de Kiev, à travers la zone interdite.

au tronc difforme, aiguilles hirsutes, branches tourmentées, «nœuds de sorcières». Ils suivent aussi les déformations du blé et de l'orge, au fil des générations. « Preuve du caractère mutagène des radiations, même à très faibles doses », selon le professeur Dmytro Hrodzinsky, président de la Commission de protection nucléaire du gouvernement ukrainien.

On n'est pas très optimistes pour l'avenir », poursuit-il. Ses recherches portent essentiellement sur les «particules chaudes», des grains de poussière radioactifs, chargés d'éléments comme le zirconium et le ruthénium. « Ils s'incrustent dans les tissus, dans les poumons ou dans le système digestif, explique Dmytro Hrodzinsky. Leur rayonnement brûle les cellules. Ce qui pourrait être à l'origine de déformations constatées sur certains bébés ou certains animaux, ou de cancers. » En 1986, on avait mesuré à Kiev — à 60 kilomètres de la centrale à vol d'oiseau — jusqu'à 250 particules chaudes au mètre carré. Et plus de 10000 dans la zone contrôlée, soit dans un rayon de 30 kilomètres autour du réacteur.

Aujourd'hui, « le niveau de radiation est resté pratiquement le même qu'en 1986, à l'exception des isotopes comme l'iode, dont la durée de vie est très courte », explique Valentin Radchouk, chef de la Direction science et technique du ministère spécialement chargé de Tchernobyl.

« Notre drame, c'est qu'on ne sait vraiment rien, se lamente une travailleuse de la zone, Tatiana Andrichouk. Les savants et les politiciens se disputent et nous, on continue à vivre ici. La santé, pour l'instant, ça va. Mais on est inquiets. Les médecins ont bien recommandé de partir avec des enfants de moins de 30 ans qui n'ont pas encore eu d'enfant. Lorsque mon mari l'aura décidé, on partira. » Mais Boris, l'époux, ne semble pas prêt à lever le camp. « Je suis là depuis le premier jour de la catastrophe, comme chauffeur, et je ne porte comme un charme », assène-t-il en se frappant la poitrine.

Les villages dans la zone. Ivan Iovenko, 68 ans, la casquette éternellement rejetée en arrière, habite à Koupovate, au cœur de la zone de 30 kilomètres. Il a réussi à échapper au déplacement forcé. « Quand on nous a dit qu'on ne pourrait plus vivre ici, on savait bien que ce n'était pas vrai. Ceux qui gagnent beaucoup d'argent disent qu'il y a beaucoup de radiation, ceux qui en gagnent pas disent qu'il n'y en a pas, affirme-t-il l'air entendu. Sinon, pourquoi qu'ils auraient installé une ferme à Koupovate? On dit trop de choses, alors quand on me dit la vérité, j'y crois pas, et quand on me ment, j'y crois pas non plus. » Que la ferme de Koupovate soit un élevage expérimental pour analyser les effets de la radioactivité sur les bêtes lui semble une explication oiseuse.

Doumia Vinik, solide paysanne, enracinée dans le sol riche et lourd de l'Ukraine, fait partie de ceux qui ont bravé l'interdiction de se réinstaller. Elle n'a quitté le village de Koupovate, où elle est née en 1937, que pour une courte évacuation forcée après l'accident du bloc n°4. Deux mois d'exil avant de réintégrer ses pénates, en se jouant des contrôles. « Quand je suis arrivée au village, les champignons étaient magnifiques, les baies énormes. J'ai tout mangé et je ne suis pas morte, raconte Doumia. D'ailleurs, je serais morte plus vite là-bas, de nostalgie. Ma



ZONE INTERDITE. ILS SONT ENVIRON UN MILLIER À S'ÊTRE RÉINSTALLÉS, EN TOUTE ILLÉGALITÉ.

Nous commençons tout juste à mesurer l'ampleur du drame », constate tristement un responsable du ministère ukrainien chargé de Tchernobyl. 2180 localités sont touchées par les retombées radioactives en Ukraine, soit 2576000 habitants, dont 662000 enfants.

place est ici. » Comme Doumia, ils sont environ un millier à s'être réinstallés, en toute illégalité, dans la zone interdite.

Les KPP, postes-frontières. Sur les pourtours du périmètre interdit, des herbes barrent les routes. Signe cabalistique, un triangle jaune marqué du symbole rouge de l'atome décourage les curieux. Points de passage obligés, les «KPP», postes de contrôle et de décontamination, régissent toute transhumance. Des miliciens en manteau gris inspectent les autorisations d'accès, passent au compteur Geiger les rares véhicules autorisés à une navette entre Tchernobyl et l'extérieur. Au-delà de cette limite, on peut enfin ôter sa combinaison, les filtres sur la bouche et le nez, ainsi que les chaussures spéciales et les dosimètres individuels. Ce qui ne signifie pas pour autant que le danger radioactif a disparu.

Au bord de la zone. Polesskoje, à l'ouest de la centrale, est l'un de ces bourgs hors-zone où les retombées en césium dépassent, par endroits, les 70 curies au kilomètre carré. Il est toujours peuplé par la moitié de ses habitants. Les départs, ici, ont été volontaires, même si en principe les évacuations commencent à 15 Cu/km². Autour du village, les kolchozes prospèrent. Comme si de rien n'était. « Il n'y a pas beaucoup de contrôles et on vend nos produits partout. Il y a tellement de besoins », explique Vladimir, conducteur de tracteurs. Alors il reste. Sans tenir compte de l'avis de sa femme, Alina, et de sa fille, Oxane, qui voudraient « fuir Polesskoje ». « Ma cadette est souvent malade, assure la mère, du foie, de la gorge. D'ailleurs, dans sa classe, les 21 élèves sont souvent malades. Ce n'est pas un endroit pour les enfants. Et on ne peut pas les garder tout le temps enfermés dans la maison. »

Liouba Yakimovitch bêche son jardin contaminé. Ses deux enfants mangent ce qu'elle cultive. « Acheter, c'est trop cher », bien qu'elle touche la subvention des zones à risque. « L'argent du ceruciel, dit-elle. En principe, on doit être évacués. Mais on ne nous a toujours rien précisé. On partirait volontiers. Seulement, on n'a pas de logement. »

Les relégués de Kiev. Au sud de Kiev, le gouvernement ukrainien a fait construire, à la va-vite, des milliers de HLM pour les «Tchernobylis». Dans une citée perdue de Muzitchi, lointaine banlieue de la capitale ukrainienne, on reconnaît au premier coup d'œil les deux blocs occupés par les évacués. Près des immeubles, les plates-bandes ont été transformées en potager. « Il ne nous reste plus rien », Vladimir Nalevaïko a vite fait le tour de son unique pièce presque nue : un lit, une table et quatre chaises, une armoire en formica, un petit poste de radio et une télévision, une chute de moquette, trois paires de bottes — cuir noir — pour deux costumes gris. « Tout m'a été donné par ma fille, explique-t-il, on est partis sans rien, on

pensait que c'était pour quelque jours. Sinon, on ne serait pas partis. »

Désormais, Vladimir et les 57 ménages installés à Muzitchi ne rêvent que de retour, en le sachant impossible. Originaires de Kapatchi et Lelov, leurs villages n'existent plus. Situés si près de la centrale qu'ils ont été rasés. « Ils nous ont chassés, pleure Eva Pavlenko. Ici, personne ne nous aide. Quand nous sommes arrivés, les gens nous insultaient si on secouait les tapis. Ils disaient ne pas vouloir de notre radioactivité. Si on nous le permettait, on rentrerait à pied pour reconstruire nos maisons. »

Les hôpitaux de Kiev. Une simple visite aux hôpitaux de Kiev a de quoi tempérer les désirs de retour. L'hôpital 25, pavillon des irradiés, accueille les malades de Tchernobyl. Constat de Nadieja Romanienko, chef du service des pathologies radiologiques, après six ans de pratique : « On voit une énorme progression des maladies de la thyroïde, des tumeurs malignes et bénignes. Suivent les hépatites, les maladies cardio-vasculaires, les vieillesse prématurées comme les artérioscléroses, les maladies de sang ou des cataractes sur des patients de moins de 30 ans. Les cancers apparaîtront dans les années à venir. »

Même diagnostic à la section d'hématologie de l'hôpital pour enfants. Le docteur Evgueni Lifschitz reçoit tous les cas de leucémie infantile

d'Ukraine — trente cas par an, depuis six ans. « Les comparaisons avec des groupes de contrôle dans le reste de l'URSS montrent une tendance plus grande aux maladies thyroïdiales, respiratoires et stomatologiques chez les enfants de Tchernobyl. On trouve des cancers de la thyroïde, extrêmement rares chez les petits. Quant aux leucémies, il est encore un peu trop tôt pour voir des augmentations importantes, mais on constate chez tous nos patients une forme particulièrement virulente de la maladie, très difficile à soigner. »

L'Ukraine face à elle-même. « Nous commençons tout juste à mesurer l'ampleur du drame, constate tristement Valentin Radchouk. Nous trouvons encore des poches de radioactivité très loin du lieu de l'explosion. En fait, c'est toute l'Ukraine qui est contaminée, la Biélorussie et même la Russie, jusqu'à une centaine de kilomètres au sud de Moscou. » Les cartes s'affinent chaque année. Selon le ministère ukrainien chargé de Tchernobyl, 2180 localités sont touchées dans la seule république d'Ukraine, soit 2576000 habitants dont 662000 enfants. Cela sans compter la ville de Kiev et ses 7,5 millions d'habitants. Sa contamination, très importante dans certains quartiers, a bien été démontrée dans des études récentes du même ministère. Mais les moyens manquent. Seules les régions où le taux de césium 137 est supérieur aux 15 Cu/km² sont — théoriquement — vidées de leurs occupants. Cette mesure a déjà entraîné l'évacuation de 163000 personnes. Quelques 11000 sinistrés devraient encore être déplacés l'an prochain.

« Sans garantie », précise Valentin Radchouk. Depuis l'éclatement de l'URSS, Moscou a suspendu ses paiements. L'Ukraine supporte tous les frais et a dû limiter ses ambitions, en particulier pour reloger les sinistrés. Le budget spécial de 40 milliards de roubles, voté l'année dernière, est d'ores et déjà amputé de moitié. « C'est à peine le coût des évaluations pour un projet d'étanchéisation du bloc n°4 », constate amèrement Valentin Radchouk.

● DIDIER FRANCO

ENVOYÉ SPÉCIAL À TCHERNOBYL

